



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

RC N°PRA 041779
SAILMI/SDASEM/BAM

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)
Acquisition de fournitures et maintenance dans le cadre du dispositif de sirènes d'alerte des populations

16/02/2026 à 17h00

Le présent règlement de consultation comporte 7 annexes :

ANNEXE 1 - Cadre de réponse technique
ANNEXE 2 – Fiche entreprise
ANNEXE 3 – Clause sociale mode d'emploi
ANNEXE 4 – Engagement clause sociale insertion
ANNEXE 5.1 – Scénario de commande Lot 1
ANNEXE 5.2 – Scénario de commande Lot 2
ANNEXE 5.3 – Scénario de commande Lot 3
ANNEXE 5.4 – Scénario de commande Lot 4
ANNEXE 5.5 – Scénario de commande Lot 5
ANNEXE 6 – Formulaire DC1
ANNEXE 7 – Formulaire DC2

Le présent document comprend 26 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 26.

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation.....	4
Article 2. Cadre juridique et conditions de mise en concurrence	4
Article 3. Allotissement et décomposition de l'accord- cadre	4
3.1. Lot n°1 : Fourniture et livraison de sirènes électromécaniques	4
3.2. Lot n°2 : Fourniture et livraison de sirènes électroniques.....	5
3.3. Lot n°3 : Fourniture et livraison d'armoires électriques pour sirènes électromécaniques et d'armoires de commande pour tout type de sirènes (électromécaniques et électroniques)	5
3.4. Lot n°4 : Installation et maintien en condition opérationnelle des fournitures des lots 1, 2 et 3 et des « dispositifs sirènes SAIP » existants (Lot uniquement pour le Ministère de l'Intérieur)..	6
3.5. Lot n°5 : Installation et maintien en condition opérationnelle des fournitures des lots 1, 2 et 3 et des « dispositifs sirènes RENAR » existants (lot uniquement pour la Préfecture de Police) ...	7
Article 4. Forme et durée de l'accord-cadre.....	8
Article 5. Étendue et Économie de l'accord-cadre.....	9
5.1. Maximum financier total pour l'ensemble des accords-cadres	9
5.2. Quantités estimatives de l'accord-cadre	9
5.2.1 Volumétrie estimatives pour le lot 1	9
5.2.2 Volumétrie estimative pour le lot 2	9
5.2.3 Volumétrie estimative pour le lot 3	10
5.2.4 Volumétrie estimative pour le lot 4	10
Article 6. Variantes.....	11
Article 7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	11
Article 8. Informations relatives au dossier de consultation	12
8.1. Contenu du DCE	12
8.2. Retrait et obtention du DCE	12
8.3. Modification de détail(s) apporté(s) au DCE et report de la date limite de remise des offres	12
Article 9. Acceptations de conditions de la consultation	12
Article 10. Éléments à prendre en considération pour établir une offre.....	12
Article 11. Clause environnementale	13
Article 12. Clause sociale de formation sous statut scolaire (Lots 1, 2 et 3).....	13
Article 13. Clause sociale pour l'insertion (Lots 4 et 5).....	14
Article 14. Délai de validité des offres	14
Article 15. Modalités d'établissement des prix et mode de règlement.....	14
15.1. FORME ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	14
15.2. Mode de règlement	15
Article 16. Sous-traitance – Groupement d'opérateurs économiques et moyens mis à disposition du candidat.....	15

16.1.	Sous-traitance	15
16.2.	Groupement d'opérateurs économiques	16
Article 17.	Disposition relative à la candidature - Pièces à fournir.....	16
17.1.	CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)....	16
17.2.	Candidature HORS DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME).....	16
17.3.	CANDIDATURE D'UN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUE	17
17.4.	Examen des candidatures.....	18
Article 18.	Disposition relative à l'offre.....	18
18.1.	Pièces fournir au titre de l'offre technique et financière	18
18.2.	LANGUE.....	19
18.3.	DEPOT D'UNE OFFRE	19
18.4.	COPIE DE SAUVEGARDE	19
18.5.	ANTIVIRUS	20
Article 19.	Conservation des plis.....	20
Article 20.	Date et Heure limite de dépôt des offres	20
Article 21.	Jugement des candidatures et des offres.....	20
21.1.	EXAMEN DES OFFRES	20
21.2.	EXAMEN DE CONFORMITE DES OFFRES.....	21
21.3.	JUGEMENT DES OFFRES	21
21.4.	Évaluation du critère prix (30%)	21
21.4.1	Evaluation du critère prix pour le lot 1	22
21.4.2	Evaluation du critère prix pour le lot 2	22
21.4.3	Evaluation du critère prix pour le lot 3	22
21.4.4	Evaluation du critère prix pour le lot 4	22
21.4.5	Evaluation du critère prix pour le lot 5	22
21.5.	Évaluation du critère technique (65%)	23
21.5.1	Evaluation du critère technique pour les lots 1, 2 et 3	23
21.5.2	Evaluation du critère technique pour les lots 4 et 5	23
21.6.	Evaluation du critère environnementale et sociale (Nenvsoc) (5%)	24
21.7.	Démonstration des matériels (Lots 1, 2 et 3).....	24
21.8.	Note finale (100%)	25
Article 22.	Attribution	25
22.1.	Classement final des offres	25
22.2.	Attribution finale de l'accord-cadre.....	25
22.3.	Signature de l'accord-cadre	26
Article 23.	Echange avec l'administration – Renseignements complémentaires.....	26

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché est un accord-cadre ayant pour objet la fourniture et la maintenance dans le cadre du dispositif d'État de sirènes d'alerte des populations au profit de la Direction générale de la Sécurité civile et de la Gestion des crises du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police de Paris. Il a pour objectif :

- D'assurer la maintenance du parc existant de sirènes et de celles à venir sur l'ensemble du territoire.
- La poursuite éventuelle de la deuxième vague de déploiement des sirènes du « dispositif sirène SAIP » (et de leurs matériels de fonctionnement associés) du MI en acquérant le matériel et les prestations d'installation nécessaires ;
- De faire évoluer le parc des sirènes du « dispositif sirène SAIP » et le parc des sirènes du « dispositif sirène RENAR » ainsi que l'intégration de nouvelles technologies telles que des sirènes électroniques et de nouveaux vecteurs de communication à distance.

Les besoins de la Préfecture de police, prise en sa qualité de pouvoir adjudicateur « Ville de Paris », sont intégrés au marché aux termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes permanent entre le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police de Paris, approuvée par le Conseil de Paris lors de sa séance du 7 au 10 octobre 2025 et signée par les parties.

Article 2. CADRE JURIDIQUE ET CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE

L'accord-cadre, objet de cette consultation, est soumis au Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence, publié au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), et sur le profil acheteur de la personne publique (PLACE).

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, candidater à tous les lots.

Article 3. ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

En application des dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, l'accord-cadre est alloté. Il est constitué de cinq (5) lots et des postes listés ci-dessous :

NOTA : A titre informatif, le lot 4 ne concerne que le Ministère de l'Intérieur et le lot 5 ne concerne que la Préfecture de Police.

3.1. Lot n°1 : Fourniture et livraison de sirènes électromécaniques

Les caractéristiques techniques du lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent lot se compose de 6 postes :

- **Poste 1 : Sirène électromécanique « triphasée »**
- **Poste 2 : Sirène électromécanique « monophasée »**
- **Poste 3 : Qualification et intégration de sirènes électromécaniques**
 - **Sous-poste 3.1 :** *Qualification et intégration d'un nouveau prototype de sirène électromécanique*
 - **Sous-poste 3.1.1 :** *Qualification et intégration d'un nouveau modèle de sirène électromécanique triphasée*
 - **Sous-poste 3.1.2 :** *Qualification et intégration d'un nouveau modèle de sirène électromécanique monophasée*

- **Sous-poste 3.2:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle de sirène électromécanique existant*
 - **Sous-poste 3.2.1:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle existant de sirène triphasée*
 - **Sous-poste 3.2.2:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle existant de sirène monophasée*
- **Poste 4: Prestation complémentaire d'étude, d'expertise, de réparation de sirène électromécanique**
- **Poste 5: Réversibilité**
- **Poste 6: Pièces détachées**

3.2. Lot n°2: Fourniture et livraison de sirènes électroniques

Les caractéristiques techniques du lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent lot se compose de 8+1 postes :

- **Poste 7: Sirène électronique centralisée**
- **Poste 8: Sirène électronique à hauts parleurs dispersés**
- **Poste 9: Armoire technique pour sirène électronique centralisée**
- **Poste 10: Armoire technique pour sirène électronique à hauts parleurs dispersés**
- **Poste 11: Qualification et intégration des systèmes de sirènes électroniques et de leurs armoires techniques**
 - **Sous-poste 11.1:** *Qualification et intégration d'un nouveau prototype de système de sirène électronique/armoire technique*
 - **Sous-poste 11.1.1:** *Qualification et intégration d'un prototype de système (sirène/armoire technique) de type centralisé*
 - **Sous-poste 11.1.2:** *Qualification et intégration d'un prototype de système (sirène/ armoire technique) de type à hauts parleurs dispersés*
 - **Sous-poste 11.2:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle de systèmes de sirène électronique/armoire technique existant*
 - **Sous-poste 11.2.1:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle existant (sirène/armoire technique) de type centralisé*
 - **Sous-poste 11.2.2:** *Qualification et intégration d'une évolution sur un modèle existant (sirène/armoire technique) de type à hauts parleurs dispersés*
- **Poste 12: Prestation complémentaire d'étude, d'expertise, de réparation de sirène électronique**
- **Poste 13: Réversibilité**
- **Poste 14: Pièces détachées**

➔ **Prestation supplémentaire éventuelle : Poste 15 : PSE 1 – Système d'alimentation solaire**

3.3. Lot n°3: Fourniture et livraison d'armoires électriques pour sirènes électromécaniques et d'armoires de commande pour tout type de sirènes (électromécaniques et électroniques)

Les caractéristiques techniques du lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent lot se compose de 10+1 postes :

- **Poste 16: Armoire électrique pour sirène électromécanique triphasée**
 - **Sous-poste 16.1:** *Armoire électrique non ventilée pour sirène électromécanique triphasée 16 Ampères*
 - **Sous-poste 16.2:** *Armoire électrique non ventilée pour sirène électromécanique triphasée 32 Ampères*
 - **Sous-poste 16.3:** *Armoire électrique non ventilée pour sirène électromécanique triphasée 63 Ampères*
- **Poste 17: Armoire électrique pour sirène électromécanique monophasée**

- **Sous-poste 17.1:** Armoire électrique pour sirène électromécanique monophasée 16 Ampères
 - **Sous-poste 17.2:** Armoire électrique ventilée pour sirène électromécanique triphasée 16 Ampères
 - **Poste 18 :** Armoire de commande ventilée pour sirène électromécanique triphasée
 - **Poste 19 :** Armoire de commande ventilée pour sirène électromécanique monophasée
 - **Poste 20 :** Armoire de commande ventilée adaptée aux sirènes électroniques de type centralisée et son armoire technique
 - **Poste 21 :** Armoire de commande ventilée adaptée aux sirènes électroniques de type à hauts parleurs dispersés et son armoire technique
 - **Poste 22 :** Conception, qualification et intégration des armoires
 - **Sous-poste 22.1:** Conception, qualification et intégration de prototype d'armoire
 - **Sous-poste 22.1.1:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 16 Ampères
 - **Sous-poste 22.1.2:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 32 Ampères
 - **Sous-poste 22.1.3:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 63 Ampères
 - **Sous-poste 22.1.3:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire de commande ventilée
 - **Sous-poste 22.1.4:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire de commande ventilée adaptée aux sirènes électroniques et leurs armoires techniques
 - **Sous-poste 22.2:** Qualification et intégration d'une évolution sur une armoire électrique existante
 - **Sous-poste 22.2.1:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 16 Ampères existant
 - **Sous-poste 22.2.2:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 32 Ampères existant
 - **Sous-poste 22.2.3:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire électrique de 63 Ampères existant
 - **Sous-poste 22.2.4:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire de commande ventilée existante
 - **Sous-poste 22.2.5:** Conception, qualification et intégration d'un prototype d'armoire de commande ventilée adaptée aux sirènes électroniques et leurs armoires techniques
 - **Poste 23 :** Prestation complémentaire d'étude, d'expertise, de réparation d'armoire électriques pour sirènes électromécaniques et d'armoires de commande pour tout type de sirènes
 - **Poste 24 :** Réversibilité
 - **Poste 25 :** Pièces détachées
- ➔ **Prestation supplémentaire éventuelle : Poste 26 : PSE 1 - Pack émetteur-récepteur satellitaire (terminal + antenne déportable)**

3.4. Lot n°4: Installation et maintien en condition opérationnelle des fournitures des lots 1, 2 et 3 et des « dispositifs sirènes SAIP » existants (Lot uniquement pour le Ministère de l'Intérieur)

Les caractéristiques techniques du lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent lot se compose de 12 postes :

- **Poste 27 :** Visite et état des lieux du site
- **Poste 28 :** Prestation d'installation de sirène électromécanique
- **Poste 29 :** Raccordement de sirène électromécanique
- **Poste 30 :** Complétude d'un site de sirène électromécanique

- Poste 31 : Prestation d'installation de sirène électronique
- Poste 32 : Raccordement de sirène électronique
- Poste 33 : Complétude d'un site de sirène électronique
- Poste 34 : Prestation du Maintien en Conditions Opérationnelle
 - Sous-poste 34.1 : Supervision de l'ensemble du parc
 - Sous-poste 34.2 : Maintenance de niveau 0
 - Sous-poste 34.3 : Maintenance de niveau 1
 - Sous-poste 34.4 : Maintenance de niveau 2
 - Sous-poste 34.5 : Maintenance de niveau 3
- Poste 35 : Prestation complémentaire d'étude, d'expertise, d'adaptation, de réparation ou de génie civil
- Poste 36 : Réversibilité
- Poste 37 : Location de matériel
 - Sous-poste 37.1 : Nacelle simple allant jusqu'à 25m de hauteur (inclus)
 - Sous-poste 37.2 : Nacelle intermédiaire allant au-delà de 25m jusqu'à 50m de hauteur (inclus)
 - Sous-poste 37.3 : Nacelle supérieure allant au-delà de 50m jusqu'à 75m de hauteur (inclus)
 - Sous-poste 37.4 : Nacelle avancée au-delà de 75m de hauteur
 - Sous-poste 37.5 : Nacelle à déport négatif
 - Sous-poste 37.6 : Engin de levage simple dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage de 35m de hauteur (inclus)
 - Sous-poste 37.7 : Engin de levage intermédiaire dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage de 35m à 70m de hauteur (inclus)
 - Sous-poste 37.8 : Engin de levage dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage au-delà de 70m de hauteur
- Poste 38 : Achat de matériel
 - Sous-poste 38.1 : Mât en toiture inclinée ou toit terrasse
 - Sous-poste 38.2 : Mât en drapeau avec contre plaque et support mural
 - Sous-poste 38.3 : Antenne directionnelle (antenne radio ou antenne cellulaire (4G))
 - Sous-poste 38.4 : Antenne omnidirectionnelle (antenne radio ou antenne cellulaire (4G))
 - Sous-poste 38.5 : Support de sirène pour accueil d'une sirène sur toiture non adaptée aux socles classiques/usuels de sirènes
 - Sous-poste 38.6 : Peinture d'une sirène dans une autre couleur ou avec peinture spécifique

3.5. Lot n°5 : Installation et maintien en condition opérationnelle des fournitures des lots 1, 2 et 3 et des « dispositifs sirènes RENAR » existants (lot uniquement pour la Préfecture de Police)

Les caractéristiques techniques du lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent lot se compose de 12 postes :

- Poste 39 : Visite et état des lieux du site
- Poste 40 : Prestation d'installation de sirène électromécanique
- Poste 41 : Raccordement de sirène électromécanique
- Poste 42 : Complétude d'un site de sirène électromécanique
- Poste 43 : Prestation d'installation de sirène électronique
- Poste 44 : Raccordement de sirène électronique
- Poste 45 : Complétude d'un site de sirène électronique
- Poste 46 : Prestation du MCO
 - Sous-poste 46.1 : Supervision de l'ensemble du parc
 - Sous-poste 46.2 : Maintenance de niveau 0
 - Sous-poste 46.3 : Maintenance de niveau 1
 - Sous-poste 46.4 : Maintenance de niveau 2
 - Sous-poste 46.5 : Maintenance de niveau 3

- **Poste 47 : Prestation complémentaire d'étude, d'expertise, d'adaptation, de réparation ou de génie civil**
- **Poste 48 : Réversibilité**
- **Poste 49 : Location de matériel**
 - **Sous-poste 49.1** : Nacelle simple allant jusqu'à 25m de hauteur (inclus)
 - **Sous-poste 49.2** : Nacelle intermédiaire allant au-delà de 25m jusqu'à 50m de hauteur (inclus)
 - **Sous-poste 49.3** : Nacelle supérieure allant au-delà de 50m jusqu'à 75m de hauteur (inclus)
 - **Sous-poste 49.4** : Nacelle avancée au-delà de 75m de hauteur
 - **Sous-poste 49.5** : Nacelle à déport négatif
 - **Sous-poste 49.6** : Engin de levage simple dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage de 35m de hauteur (inclus)
 - **Sous-poste 49.7** : Engin de levage intermédiaire dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage de 35m à 70m de hauteur (inclus)
 - **Sous-poste 49.8** : Engin de levage dit grue « mobile » ou assimilée permettant un levage au-delà de 70m de hauteur
- **Poste 50 : Achat de matériel**
 - **Sous-poste 50.1** : Mât en toiture inclinée ou toit terrasse
 - **Sous-poste 50.2** : Mât en drapeau avec contre plaque et support mural
 - **Sous-poste 50.3** : Antenne directionnelle (antenne radio ou antenne cellulaire (4G))
 - **Sous-poste 50.4** : Antenne omnidirectionnelle (antenne radio ou antenne cellulaire (4G))
 - **Sous-poste 50.5** : Support de sirène pour accueil d'une sirène sur toiture non adaptée aux socles classiques/usuels de sirènes
 - **Sous-poste 50.6** : Peinture d'une sirène dans une autre couleur ou avec peinture spécifique

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Article 4. FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono-attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de cinq (5) ans et il prendra effet à compter du 27 mars 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Pour les lots 4 et 5, l'accord-cadre est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande passés en application de ces marchés pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'accord-cadre donne lieu à la passation de marché subséquent pour les lots 1, 2 et 3, conclu sans minimum. Chaque marché subséquent s'exécutera par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents seront régis par les dispositions de l'article R. 2162-8 du code de la commande publique. Ils fixeront les conditions d'exécution des prestations et prendront la forme d'un accord-cadre à bons de commande, exécuté en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les services habilités à passer les marchés subséquents sont listés au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le titulaire s'engage à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions du présent accord-cadre.

Les bons de commande passés en application de ces marchés pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Dès notification de l'accord-cadre, chaque service coordonné pourra passer pendant la durée de l'accord-cadre un ou, successivement, plusieurs marchés subséquents.

À cet effet, le service coordonné adressera au titulaire un projet de marché subséquent rédigé sur la base des clauses contractuelles figurant en annexe 1 au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre. L'acte d'engagement sera complété, signé par le titulaire et retourné au service en vue de sa notification.

Préalablement à la conclusion d'un marché subséquent, chaque service coordonné pourra demander au titulaire de compléter son offre, dans les conditions fixées par les articles R. 2162-7 et R. 2162-9 du code de la commande publique. Ces éventuelles modifications ne pourront entraîner de modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

L'acte d'engagement sera complété, signé par le titulaire et retourné au service en vue de sa notification.

Chaque marché subséquent, conclus en application de l'accord-cadre, expirera au plus tard à la fin de la durée de validité de ce dernier. Il pourra comporter une ou plusieurs périodes de reconduction, sans toutefois dépasser la durée de l'accord-cadre initial.

Article 5. ÉTENDUE ET ÉCONOMIE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier.

5.1. Maximum financier total pour l'ensemble des accords-cadres

Le montant maximum total sera fractionné de la manière suivante :

Identification de l'Administration bénéficiaires de la consultation	Montant maximum total pour l'ensemble des accords-cadres	Durée d'exécution du contrat
Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises	26 410 000 € (euros) TTC	5 années
Préfecture de police	11 600 000 € (euros) TTC	5 années

5.2. Quantités estimatives de l'accord-cadre

Les volumétries suivantes sont données à titre d'exemple, et sur l'entièreté de l'accord-cadre soit 5 années d'exécution. Elles sont non contractuelles et peuvent évoluer au cours de l'accord-cadre.

5.2.1 VOLUMETRIE ESTIMATIVES POUR LE LOT 1

Type de commande	Nombre estimatif envisagé sur 5 ans
Sirènes électromécaniques dites « triphasées »	1 000
Sirènes électromécaniques dites « monophasées »	200

5.2.2 VOLUMETRIE ESTIMATIVE POUR LE LOT 2

Type de commande	Nombre estimatif envisagé sur 5 ans
Sirènes électroniques	200

Armoires techniques	200
---------------------	-----

5.2.3 VOLUMETRIE ESTIMATIVE POUR LE LOT 3

Type de commande	Nombre estimatif envisagé sur 5 ans
Armoires électriques	2 000
Armoires de commandes ventilés	1 500

5.2.4 VOLUMETRIE ESTIMATIVE POUR LE LOT 4

5.2.4.1 Volumétrie de MCO et type de pannes

A titre indicatif, pour le marché 2022-2026, les volumétries ci-dessous ont été constatées :

Année marché	MCO de niveau 0	MCO de Niveau 1	MCO de niveau 2	MCO de niveau 3
2022 1 ^{ère} année	53	263	132	41
2023 2 ^e année	99	882	136	24
2024 3 ^e année	74	1070	84	21

Par an, le Ministère de l'Intérieur a estimé la volumétrie d'intervention de MCO présentée dans les tableaux ci-dessous.

5.2.4.2 Volumétrie estimative d'installation

Type de commande	Nombre estimatif envisagé sur 5 ans
Installation et / ou raccordement du « dispositif sirène SAIP »	Entre 50 et 400

5.2.4.3 Interventions estimatives de maintenance de niveau 1

Année	Hypothèse sur le nombre total de « dispositifs sirène SAIP »	Nombre d'intervention estimé pour le remplacement des BER, batteries ou carte SIM 4G	Nombre d'intervention estimé (hors remplacement des BER et batteries)	Nombre total d'intervention de niveau 1 estimé
Année 1	2 200	1 500	220	1 720
Année 2	2 250	1 200	225	1 425
Année 3	2 350	1 175	235	1 410
Année 4	2 450	1 225	245	1 470
Année 5	2 600	1 300	260	1 560

Hypothèses de calcul :

- Les interventions de remplacement des BER ou d'ajout de carte SIM 4G permettront à minima de remplacer également les batteries ;
- Des sites seront déployés sur la durée de l'accord-cadre augmentant le parc de sirènes, toutefois les BER soumis à renouvellement de clé de chiffrement tous les 2 ans seront remplacés par des cartes SIM 4G n'ayant pas cette contrainte. Le titulaire sera amené en moyenne à poursuivre cette visite d'un site tous les 2 ans.

5.2.4.4 Interventions estimatives de maintenance de niveau 2

Année	Nombre total d'intervention de niveau 2 estimé
Année 1	220
Année 2	225
Année 3	235
Année 4	245
Année 5	260

5.2.4.5 Interventions estimatives de maintenance de niveau 3

Année	Nombre total d'intervention de niveau 3 estimé
Année 1	50
Année 2	60
Année 3	65
Année 4	75
Année 5	85

Pour rappel, ce chiffre concerne les remplacements de matériels nécessitant des moyens complexes (grue, nacelle ...).

Il comprend également :

- les déposes, le temps de réalisation de travaux bâtimentaires et à l'issue la repose ;
- la dépose pour la réinstallation sur un autre site (qui, pour la réinstallation sur autre site sera quant à elle traitée par les prestations d'installation) ;
- la dépose définitive du fait du retrait de l'installation de dispositif sirène (par exemple démolition de bâtiment sans nouveau site).

Si l'intervention est assumée dans le cadre du forfait MCO, la mobilisation des engins de levage est réalisée par le prestataire en facturant la location (engins et conducteurs / grutiers) au ministère au moyen des unités d'œuvre prévues à cet effet.

Article 6. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 7. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Pour l'ensemble des lots 1 à 5, les prestations supplémentaires éventuelles ne sont pas autorisées, à l'initiative des candidats.

Pour le lot 2, et conformément à l'article 6.2.9 du CCTP, il est attendu que les candidats, s'ils en ont la possibilité, répondent à la prestation supplémentaire éventuelle facultative suivante :

Numéro de la PSE	Type de PSE	Intitulé de la PSE
PSE n°1	Facultative	Système d'alimentation solaire

Pour le lot 3, et conformément à l'article 7.2.2.2 du CCTP, il est attendu que les candidats, s'ils en ont la possibilité, répondent à la prestation supplémentaire éventuelle facultative suivante :

Numéro de la PSE	Type de PSE	Intitulé de la PSE
PSE n°1	Facultative	Pack émetteur-récepteur satellitaire (terminal + antenne déportable)

Ces PSE facultatives ne seront pas évaluées au titre des offres des candidats.

L'acheteur pourra, à sa discrétion, choisir de lever la prestation supplémentaire éventuelle au moment de l'attribution du lot concerné, ceci sous réserve que le candidat retenu (classé premier sur son offre dite « de base » (soit hors PSE) propose la prestation supplémentaire éventuelle et qu'elle soit conforme aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Si cette prestation est levée, l'acheteur utilise le poste de commande dédié à cette PSE dans les conditions définies dans le présent document. Cette prestation est acquise au prix indiqué à l'annexe financière.

Article 8. INFORMATIONS RELATIVES AU DOSSIER DE CONSULTATION

8.1. Contenu du DCE

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les annexes financières à compléter
- Le formulaire DC1
- Le formulaire DC2
- L'avis d'appel public à la concurrence

8.2. Retrait et obtention du DCE

Date limite d'obtention du DCE : Date limite de remise des offres

Pour ce faire, il est fortement recommandé que les entreprises renseignent un formulaire d'identification mentionnant notamment le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip, .pdf, .docx et .xlsx.

8.3. Modification de détail(s) apporté(s) au DCE et report de la date limite de remise des offres

L'acheteur se réserve le droit, soit d'apporter au plus tard six **(6)** jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, soit de reporter la date limite fixée pour la réception du dossier. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Article 9. ACCEPTATIONS DE CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Les communications entre l'acheteur public et les soumissionnaires s'effectuent par la plateforme de dématérialisation PLACE.

Tous les documents de la présente consultation, ainsi que toutes les correspondances échangées, seront rédigés en français.

L'Unité monétaire souhaitée par l'administration qui passe le marché est l'**Euro**.

Article 10. ÉLÉMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE

Outre le présent règlement de la consultation, les documents à prendre en compte par le candidat pour établir son offre sont les suivants :

- L'annexe financière à l'acte d'engagement relative aux prix, délais de livraison ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'annexe 1 au règlement de la consultation – le cadre de réponse technique ;
- L'annexe 2 au règlement de la consultation – la fiche entreprise pour les lots 1, 2 et 3 ;
- L'annexe 3 au règlement de la consultation – la clause sociale mode d'emploi pour les lots 1, 2 et 3 ;
- L'annexe 4 au règlement de la consultation – l'engagement clause sociale d'insertion pour les lots 4 et 5 ;
- L'annexe 5 au règlement de la consultation – le scénario de commande ;
- L'annexe 6 au règlement de la consultation – le formulaire DC1 ;
- L'annexe 7 au règlement de la consultation – le formulaire DC2 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques d'informations et de communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les éventuelles réponses apportées par l'acheteur suite aux questions posées par les candidats ;
- L'avis d'appel public à la concurrence.

Contenu des candidatures et des offres :

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs (droits de douane inclus) au dépôt de l'offre.

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Article 11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 6.3 du CCAP, le candidat est tenu de préciser dans son offre les actions qui sont ou seront menées dans le cadre de la **responsabilité sociale des entreprises (RSE)** : préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités.

Article 12. CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE (LOTS 1, 2 ET 3)

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, l'acheteur souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs élèves à besoins spécifiques, de 16 à 25 ans, suivi par un référent du Ministère de l'Education nationale (enseignant, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais ou d'Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Dans le cahier des charges, cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum est à réaliser pendant la période ferme du marché. Néanmoins, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

L'offre déposée par les candidats doit obligatoirement contenir la « Fiche entreprise » annexée au règlement de la consultation (Cf. annexe 2), complétée précisément et de manière adaptée au public concerné.

Une offre qui ne présente pas une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (« Fiche entreprise » remplie), est irrégulière.

Pour plus d'informations sur la clause sociale, il convient de se reporter à l'annexe 3 du présent règlement de la consultation.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

Article 13. CLAUSE SOCIALE POUR L'INSERTION (LOTS 4 ET 5)

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences
209 rue La Fayette
75010 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Article 14. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à huit (8) mois à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, l'acheteur peut demander, par écrit, aux candidats de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit à l'acheteur, les candidats sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

Article 15. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT

15.1. FORME ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont :

- Libellés en euros (€) ;
- Unitaires ou Forfaitaires ;
- *[pour les prix unitaires]* Prix unitaire public hors taxe (HT) ;
- Taux de TVA (%) ;
- Toutes taxes comprises
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Les prix ne comportent pas plus de deux chiffres après la virgule.

Les prix forfaitaires comprennent :

- Les prestations complètes ;
- Le prix de la main-d'œuvre ;
- Le prix de déplacement de l'agent ou des agents du titulaire ;
- La livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Les taxes ;
- La garantie ;
- Tous les frais résultant des obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

Les prix unitaires des pièces détachées comprennent :

- Le prix des pièces seules ;
- Le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage ;
- La livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Les taxes ;
- La garantie ;
- Tous les frais résultant des obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

Tous les prix, forfaitaires et unitaires, sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris y **compris incoterms DDP**. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

15.2. Mode de règlement

Les modalités de paiement (avance, acompte, facturation, délai de paiement, intérêts moratoires) sont détaillées dans le CCAP.

Article 16. SOUS-TRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET MOYENS MIS A DISPOSITION DU CANDIDAT

16.1. Sous-traitance

Dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, certaines parties de l'accord-cadre peuvent être sous-traitées (prestations de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du même code.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés

publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

16.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire au sens de l'article R. 2142-20 du Code de la commande publique.

Un opérateur économique ne peut présenter, pour chaque lot, plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Cette interdiction s'apprécie lot par lot : un opérateur ne peut pas présenter plusieurs offres pour un même lot en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, mais il peut choisir des modalités différentes sur des lots distincts.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne des prestations des membres du groupement.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

Article 17. **DISPOSITION RELATIVE A LA CANDIDATURE - PIECES A FOURNIR**

17.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être complété et signé par une personne habilitée à engager l'opérateur économique. Si un sous-traitant ou un co-traitant est identifié au stade de la candidature il doit également fournir un DUME.

17.2. Candidature HORS DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Au titre de la candidature, les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

1- La lettre de candidature – imprimé DC1 joint ou équivalent, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique.

2- Une déclaration sur l'honneur du candidat, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique, au sens de l'article L2142-1 du Code de la commande publique, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation des marchés mentionnés aux articles L2141-1 à L 2141-5 et L2141-7 à L2141-10 dudit code, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut être utilisé.

3- Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4- Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat :

Pour les lots 1, 2 et 3, une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour les lots 4 et 5, une liste des principaux chantiers effectués au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

Si des renseignements supplémentaires sont nécessaires, se reporter aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administrées par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution du marché.

17.3. CANDIDATURE D'UN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUE

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire au sens de l'article R2142-20 du Code la commande publique.

Conformément à l'article 16.2 du présent document un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres s'il est membre individuel et membre d'un et/ou plusieurs groupements.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

17.4. Examen des candidatures

En application de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au plus tard avant l'attribution du marché à l'attributaire pressenti.

Conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Dans ce cas, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Article 18. DISPOSITION RELATIVE A L'OFFRE

18.1. Pièces fournir au titre de l'offre technique et financière

Doivent être impérativement fournis au titre de l'offre du candidat:

1. Pour l'ensemble des lots, l'annexe financière à l'acte d'engagement relative aux prix et aux délais de livraison doit être dûment renseigné. La trame de l'annexe financière ne peut être modifiée. Le candidat peut toutefois, ajouter :
 - Des UO pour les postes 4 (Lot 1) ; 12 (Lot 2) ; 23 (Lot 3) ; 35 (Lot 4) ; 47 (Lot 5) relatifs aux prestations complémentaires ;
 - Des pièces détachées au sein des postes 6 (Lot 1) ; 14 (Lot 2) et 25 (Lot 3), susceptibles d'être commandées au cours du marché.

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, annexé à l'acte d'engagement (formulaire ATTR11, consultable à l'adresse internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>).

2. Un mémoire technique respectant impérativement le plan présenté dans l'annexe 1 – Cadre de réponse technique du présent règlement de la consultation, ainsi que de tous renseignements suffisamment explicites permettant de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité technique de l'offre par rapport aux exigences exprimées au CCTP ; et, tous les documents demandés ci-dessous.

Le candidat pourra compléter le mémoire technique, s'il le juge utile, de tout autre renseignement suffisamment explicite permettant de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité technique de l'offre par rapport aux exigences exprimées au CCTP.

Outre le mémoire technique, il est demandé aux candidats pour les **lots 1, 2 et 3** de fournir impérativement les éléments suivants :

- Fiche technique des matériels avec le plan d'ensemble mécanique
- Notice d'installation, d'exploitation, d'entretien et maintenance

Outre le mémoire technique, il est demandé aux candidats pour les **lots 4 et 5** de fournir impérativement les éléments suivants :

- Plans avec schéma (câblage et matériel) et mode opératoire d'installation d'un site sirène

Le candidat, s'il le juge utile, peut fournir tout autre renseignement suffisamment explicite permettant de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité technique de l'offre par rapport aux exigences exprimées au CCTP.

3. Pour les lots 1, 2 et 3 – la fiche entreprise complétée et signée.

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, contractuel conformément à l'article 3 du CCAP.

4. Pour les lots 4 et 5 – la fiche d'engagement pour la clause sociale d'insertion complétée et signée.

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, contractuel conformément à l'article 3 du CCAP.

18.2. LANGUE

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

18.3. DEPOT D'UNE OFFRE

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques », accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide », puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE.

Les formats acceptés sont les suivants : .PDF, .DOC, .XLS, .PPT, .ODT, .ODS, .ODP ainsi que les formats d'image JPG, PNG et de documents HTML.

Le soumissionnaire **ne doit pas** utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- x Formats exécutables : .EXE, .COM, .SCR, etc. ;
- x Macros ;
- x ActiveX, Applets, scripts, etc.

18.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R2132-11 du code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir à l'acheteur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- Soit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception** postal à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

- Soit par transporteur/livreur dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et sa confidentialité à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Immeuble Garance
18 rue des Pyrénées
75020 Paris

- Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « **Appel d'offres ouvert : « Acquisition de dispositifs de sirènes et d'informations des populations »**
- « **Copie de sauvegarde »**
- **La raison sociale du candidat**
- « **Ne pas ouvrir par le service courrier »**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;
- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

18.5. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

Article 19. CONSERVATION DES PLIS

Tout pli qui parvient au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt est considéré comme hors délai. Il est enregistré et non ouvert. Ce pli est conservé par l'administration.

Ces plis ne peuvent plus être retirés et demeurent la propriété de la personne publique.

Les candidats sont informés par écrit du rejet de leur candidature et/ou de leur offre.

Article 20. DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES

Les plis électroniques, les échantillons, les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remis avant le :

16/02/2026 à 17h00

Les envois sont effectués aux frais et risques du candidat. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

Article 21. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

21.1. EXAMEN DES OFFRES

Les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une notation. S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. Conformément à l'article R.2161-5, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

La conformité technique de l'offre est examinée, avant l'évaluation technique et financière, au regard des documents et du cadre de réponses techniques (CRT) fournis par les candidats au vu des exigences impératives prévues aux documents de la consultation et, notamment, eu égard aux échantillons fournis.

Seules les offres déclarées conformes aux exigences impératives du CCTP seront par la suite évaluées au vu des documents fournis par les candidats.

21.2. EXAMEN DE CONFORMITE DES OFFRES

L'acheteur s'assure de la conformité des offres aux exigences techniques stipulées dans les documents de la consultation. Pour se faire, elle examine l'offre des candidats et l'ensemble des documents fournis à l'appui de celle-ci.

Les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une évaluation technique.

- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.
- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Conformément à l'article R2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Seules les offres déclarées conformes seront par la suite évaluées au vu des documents fournis par les candidats.

21.3. JUGEMENT DES OFFRES

Pour les offres conformes uniquement, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue selon l'article R2152-7 en fonction des critères pondérés décrits ci-dessous :

Critères d'évaluation	Pondération
Critère prix	30%
Critère valeur technique	65%
Critère valeur environnementale et sociale	5%
TOTAL	100 %

21.4. Évaluation du critère prix (30%)

21.4.1 EVALUATION DU CRITERE PRIX POUR LE LOT 1

La note du critère prix représentera 30% de la note totale pour chacun des lots.

La note de la valeur financière est déterminée conformément au scénario de commande fourni (annexe 5.1 au présent règlement de consultation) aux candidats de la présente consultation.

La note prix (Nprix) sera déterminée par comparaison du prix de l'offre à noter (prix de l'offre examinée) avec le prix de l'offre la plus basse proposée par les candidats (prix de l'offre la plus basse), selon la formule suivante :

$$\text{Nprix} = (\text{NPC de l'offre la plus basse} / \text{NPC de l'offre examinée}) \times 30$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale à la valeur financière (soit 30). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

21.4.2 EVALUATION DU CRITERE PRIX POUR LE LOT 2

La note du critère prix représentera 30% de la note totale pour chacun des lots.

La note de la valeur financière est déterminée conformément au scénario de commande fourni (annexe 5.2 au présent règlement de consultation) aux candidats de la présente consultation.

La note prix (Nprix) sera déterminée par comparaison du prix de l'offre à noter (prix de l'offre examinée) avec le prix de l'offre la plus basse proposée par les candidats (prix de l'offre la plus basse), selon la formule suivante :

$$\text{Nprix} = (\text{NPC de l'offre la plus basse} / \text{NPC de l'offre examinée}) \times 30$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale à la valeur financière (soit 30). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

21.4.3 EVALUATION DU CRITERE PRIX POUR LE LOT 3

La note du critère prix représentera 30% de la note totale pour chacun des lots.

La note de la valeur financière est déterminée conformément au scénario de commande fourni (annexe 5.3 au présent règlement de consultation) aux candidats de la présente consultation.

La note prix (Nprix) sera déterminée par comparaison du prix de l'offre à noter (prix de l'offre examinée) avec le prix de l'offre la plus basse proposée par les candidats (prix de l'offre la plus basse), selon la formule suivante :

$$\text{Nprix} = (\text{NPC de l'offre la plus basse} / \text{NPC de l'offre examinée}) \times 30$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale à la valeur financière (soit 30). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

21.4.4 EVALUATION DU CRITERE PRIX POUR LE LOT 4

La note du critère prix représentera 30% de la note totale pour chacun des lots.

La note de la valeur financière est déterminée conformément au scénario de commande fourni (annexe 5.4 au présent règlement de consultation) aux candidats de la présente consultation.

La note prix (Nprix) sera déterminée par comparaison du prix de l'offre à noter (prix de l'offre examinée) avec le prix de l'offre la plus basse proposée par les candidats (prix de l'offre la plus basse), selon la formule suivante :

$$\text{Nprix} = (\text{NPC de l'offre la plus basse} / \text{NPC de l'offre examinée}) \times 30$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale à la valeur financière (soit 30). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

21.4.5 EVALUATION DU CRITERE PRIX POUR LE LOT 5

La note du critère prix représentera 30% de la note totale pour chacun des lots.

La note de la valeur financière est déterminée conformément au scénario de commande fourni (annexe 5.5 au présent règlement de consultation) aux candidats de la présente consultation.

La note prix (Nprix) sera déterminée par comparaison du prix de l'offre à noter (prix de l'offre examinée) avec le prix de l'offre la plus basse proposée par les candidats (prix de l'offre la plus basse), selon la formule suivante :

$$\text{Nprix} = (\text{NPC de l'offre la plus basse} / \text{NPC de l'offre examinée}) \times 30$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale à la valeur financière (soit 30). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

21.5. Évaluation du critère technique (65%)

21.5.1 EVALUATION DU CRITERE TECHNIQUE POUR LES LOTS 1, 2 ET 3

Pour les lots 1, 2 et 3 de la présente consultation, l'analyse technique s'effectuera de la manière suivante :

Critère	Sous-critère	Pondération en points
Technicité des matériels	Intégration et interopérabilité des modèles au sein des dispositifs SAIP et RENAR	15
	Capacité d'adaptation des modèles	10
	Qualité, fiabilité et résistances des matériels	10
	35	
Qualité de l'organisation et des processus	Qualité de l'organisation logistique	10
	Qualité des processus	10
	20	
Qualité des profils des équipes dédiées		10
TOTAL CRITERE TECHNIQUE (Ntech)		65

L'évaluation s'effectuera à partir du dossier technique, du cadre de réponse technique renseigné conformément aux critères listés ci-dessus.

Après la date limite de remise des offres et pendant la période de validité des offres, une partie de l'évaluation technique sera réalisée selon les informations recueillies lors des démonstrations des matériels avec mises en situation.

21.5.2 EVALUATION DU CRITERE TECHNIQUE POUR LES LOTS 4 ET 5

Pour les lots 4 et 5 de la présente consultation, l'analyse technique s'effectuera de la manière suivante :

Critère	Sous-critère	Pondération en points
Qualité de l'organisation et des processus	Qualité de l'organisation administrative	12
	Qualité de l'organisation logistique	12
	Qualité des processus	12
	36	
Qualité de profils des équipes dédiées	Qualité des profils	12
	Adéquation des profils aux prestations de pilotage	17
	29	

L'évaluation s'effectuera à partir du dossier technique, du cadre de réponse technique renseigné conformément aux critères listés ci-dessus.

21.6. Evaluation du critère environnementale et sociale (Nenvsoc) (5%)

Conformément au Cadre de réponse technique (annexe 1 du présent règlement de consultation), l'ensemble des lots seront évalués sur un seul et même critère environnementale et sociale dont la valeur sera de 5 points.

21.7. Démonstration des matériels (Lots 1, 2 et 3)

Après la date limite de remise des offres et pendant la période de validité des offres, une partie de l'évaluation technique sera réalisée selon les informations recueillies lors d'essais de présentation des matériels avec des mises en situation.

Chaque candidat dont l'offre technique est déclarée conforme doit effectuer une démonstration des matériels proposés. **Cette démonstration participe à l'évaluation technique de l'offre.**

Il est attendu que le candidat montre le matériel en fonctionnement. Il n'est pas attendu d'interopérabilité avec les autres matériels des autres candidats. Le candidat ne pourra pas apporter de précision à son offre pendant la durée de la démonstration.

Dans le cadre de la démonstration du lot 1, le candidat devra apporter tout matériel nécessaire pour mettre en œuvre la sirène électromécanique.

Dans le cadre de la démonstration du lot 2, le candidat devra apporter sa sirène électronique et son armoire technique pour la mise en œuvre de son dispositif.

Dans le cadre de la démonstration du lot 3, le candidat devra apporter tout matériel nécessaire pouvant démontrer la mise en œuvre de son armoire de commande et son armoire électrique.

Ces démonstrations sont obligatoires pour les candidats sous peine du rejet de leurs offres. Ils ne donnent pas lieu au versement d'une prime. Toute indemnisation du candidat est exclue en cas d'incident technique lors d'une démonstration.

Le candidat est contacté par l'acheteur via la plateforme PLACE. Il devra envoyer sa carte d'identité ou passeport à l'acheteur. Un maximum de trois personnes par candidat est autorisé.

Les démonstrations sont effectuées, dans un ordre déterminé après tirage au sort, dans des conditions garantissant une stricte égalité de traitement des candidats.

Chaque candidat est strictement limité à une présentation technique correspondante à l'offre déposée lors de la remise des plis.

La procédure d'appel d'offres exclut toute négociation.

La performance des offres lors de la démonstration est appréciée par le pouvoir adjudicateur au vu des spécifications fonctionnelles et techniques exprimées dans le CCTP. Les exigences techniques testées lors de cette démonstration figurent aux CRT en annexes du présent document.

Il va être demandé d'expliquer le fonctionnement du matériel du candidat, de sa mise en service, une démonstration ainsi que des questions sur le plan technique. La durée de ces démonstrations n'excédera pas une journée par lot.

Un procès-verbal à l'issue des démonstrations est dressé par l'acheteur qui constate ainsi les résultats, justifie du respect de leurs conditions d'exécution comme de l'égalité de traitement des candidats.

La démonstration des matériels se déroule pour tous les candidats, en français, selon le même programme et s'organise sur une journée maximum par lot dans le lieu suivant :

ESO OUEST JARNAC
10 avenue du Général Leclerc
16 200 JARNAC

En cas de force majeure, l'acheteur se réserve le droit de modifier le lieu et les jours des démonstrations. Elle préviendra les candidats via la plateforme PLACE.

21.8. Note finale (100%)

La note finale de l'offre du candidat, notée **N Finale**, sur un total de 100 points, sera calculée par addition des notes relatives aux critères susmentionnés :

$N_{FINALE} = N_{prix} + N_{tech} + N_{envsoc}$

Article 22. **ATTRIBUTION**

22.1. Classement final des offres

Les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant, en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée (celle qui obtient la note finale la plus élevée) sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

22.2. Attribution finale de l'accord-cadre

L'acheteur demandera au soumissionnaire classé premier, conformément aux dispositions de l'article R2144-4 du Code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique ; notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

Exclusivement pour les lots 4 et 5, conformément à l'article L. 241-1 du Code des assurances « *Tout candidat à l'obtention d'un marché public doit être en mesure de justifier qu'il a souscrit un contrat d'assurance le couvrant pour cette responsabilité* » et à l'article 11.5.4 du CCAP, les candidats devront fournir une attestation d'assurance pour la garantie décennale.

Le soumissionnaire sera invité, dans le même temps, à déposer l'acte d'engagement, un relevé d'identité bancaire (RIB), ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve, dans les conditions fixées aux articles R2143-7 à R2143-12 du Code de la commande publique.

Si le soumissionnaire ne peut produire les justificatifs, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur, son offre sera rejetée. Le représentant du pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au soumissionnaire le mieux classé et initialement non retenu.

Dès qu'il a fait son choix, et avant la conclusion de l'accord-cadre le représentant du pouvoir adjudicateur avise sans délai, par écrit, tous les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

22.3. Signature de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique l'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

L'accord-cadre prend effet à la date de réception de la notification d'attribution de l'accord-cadre au titulaire.

Article 23. ECHANGE AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les questions éventuelles des soumissionnaires seront exclusivement adressées au bureau des achats métiers via la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques (6) six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Dès lors que la réponse peut apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un soumissionnaire pour la compréhension du projet, l'ensemble des soumissionnaires en sera informés.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents soumissionnaires.